

RACHID BENAÏSSA RENCONTRE LES CADRES DE SON SECTEUR

Première évaluation du Renouveau agricole et rural

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a rencontré, hier, les cadres de son département à l'occasion d'une première évaluation de la mise en œuvre de la politique de Renouveau agricole et rural.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Trois mois après l'entrée en vigueur de la politique de Renouveau agricole et rural, c'est déjà l'heure des premiers bilans au ministère de l'Agriculture. «Aujourd'hui, l'ensemble des mécanismes sont en place. Nous pouvons d'ores et déjà avoir un aperçu des premières données depuis la signature des contrats de performance. Nous pouvons également avoir le profil de ceux qui sont impliqués dans cette nouvelle dynamique et ceux qui n'ont pas encore fait

d'effort», a indiqué, hier, Rachid Benaïssa à l'ouverture de la réunion des cadres de son département. Le ministre de l'Agriculture a qualifié de période «d'échauffement» le premier trimestre de l'année 2009. «Actuellement, nous sommes tous sur la ligne de départ», a-t-il souligné. Ainsi, sur le plan agricole, une évaluation fait ressortir une augmentation de 87% de la production oléicole par rapport à l'année dernière. Béjaïa, Tizi-Ouzou et Sétif sont dans le trio de tête des wilayas produc-

trices d'olives. Relizane, par contre, a connu une chute de 13%. La pomme de terre de primeur a vu sa production augmenter à +119%, avec de bonnes récoltes dans les wilayas de Boumerdès, Tipasa et Alger.

Pour la pomme de terre d'arrière-saison, les chiffres démontrent que la wilaya de Aïn-Defla a connu une baisse sensible (-29%). Selon le ministre, cette situation s'expliquerait par le fait que les producteurs de tubercules ont décidé de changer d'activité en se lançant dans la céréaliculture. «Les agriculteurs de Aïn-Defla ont compris que les céréales sont bien plus rentables que la pomme de terre. Cela est dû principalement aux mesures incitatives mises en œuvre par l'Etat pour encourager les céréaliculteurs. Les fellahs ont compris le principe du

Renouveau agricole. A nous de les accompagner, nous devons sortir d'une logique administrative à une logique économique», dira Benaïssa à ses cadres.

A propos de la céréaliculture, le ministre a déclaré s'attendre à une saison «exceptionnelle». «Je veux éviter les effets d'annonce. Je vous dirais juste que cette année, la saison pourrait être exceptionnelle.

Il est vrai que nous avons eu la chance d'avoir une bonne pluviométrie. A cela, il faut ajouter toutes les mesures en matière d'engrais de couverture, de désherbage et d'irrigation d'appoint». Selon lui, les différents services du ministère de l'Agriculture ont mis en place un dispositif spécial afin de prendre en charge cette récolte.

Pour ce qui est de la mise en œuvre du volet

développement rural de la politique de renouveau, Benaïssa a insisté sur une plus grande implication de la Direction générale des forêts, service en charge de ce programme. «Les conservateurs des forêts doivent renforcer les moyens d'application de

cette politique participative car il s'agit, avant tout, d'une gestion de territoire. Les objectifs sont connus, vous disposez des outils nécessaires, à vous de fédérer l'ensemble des acteurs», notera Rachid Benaïssa.

T. H.

SESSION DISCIPLINAIRE  
DU CSM  
Trois premiers dossiers  
examinés hier

La session disciplinaire du Conseil supérieur de la magistrature s'est ouverte hier. Selon certaines sources, cette session, présidée par le président de la Cour suprême, a procédé, en ce premier jour, à l'étude de trois premiers dossiers.

Au total, une dizaine de dossiers de magistrats accusés de divers griefs (trafic d'influence, abus d'autorité ou encore manquement à l'obligation de réserve) seront examinés. Les verdicts définitifs devraient être connus vers la fin de cette semaine.

T. H.

RELATIONS ALGÉRO-FRANÇAISES

De l'exigence de repentance à la voie originale

Se sacrifiant au rituel des messages consentis à l'occasion de commémorations nationales, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a eu, pour le 8 Mai, date anniversaire des massacres coloniaux en 1945 sur les populations de Sétif, Guelma et Kherrata, un propos aucunement passionné à l'encontre de la France. Sensible mue dans le discours présidentiel qui, auparavant, a eu à consigner une exigence de repentance comme préalable à la refondation des relations algéro-françaises.

Sofiane Aït-Ifilis - Alger (Le Soir) - Lu à Sétif par le conseiller à la présidence, Ali Boughazi, le message du président de la République est expurgé de son intensité émotionnelle d'autrefois. Bouteflika, dont le calendrier noterait une visite d'Etat en France en juin prochain, met un bémol à évoquer le passé colonial de la France. Le ton, cette fois-ci, s'est voulu de loin apaisant. Point de diatribe enflammée comme il était devenu quasi coutumier depuis février 2005 lorsque l'Assemblée française avait eu la très mal inspirée idée de voter une loi glorifiant le fait colonial. Depuis beaucoup de salive, mais surtout beaucoup d'encre a coulé. Le président Bouteflika exigea de la France, quoique dans une réaction tardive, repentance et excuses officielles pour ses crimes

coloniaux commis en Algérie. La France est demeurée sourde à cette exigence, se suffisant de rattraper la bévée commise par son Assemblée. Mais ce geste, fait de l'ancien président français Jacques Chirac, ne dissipera pas le gros nuage qui enveloppa la relation algéro-française. Alger ne désirait pas se contenter de si peu et Paris ne semblait pas vouloir concéder plus. Conséquence immédiate de cette embrouille, le traité d'amitié que les deux pays s'apprétaient à parapher partit à vau-l'eau. Définitivement enterré même. Les deux pays couvèrent depuis cette mésentente, résultante d'une histoire commune hautement chargée d'émotion. L'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République française ne dépassionnera pas la relation avec

l'Algérie. La crispation, on peut dire, est restée entière. La camaraderie affichée relevait plutôt d'us diplomatiques que d'un partenariat politico-économique parfait. Même la très contestée Union pour la Méditerranée (UPM), projet de Nicolas Sarkozy que l'Union européenne adopta après correction, n'a pas drainé l'adhésion enthousiaste de l'Algérie. Posture inconvenante pour deux pays qui étaient sur le point de signer un traité d'amitié et engager un partenariat d'excellence mais qui, rattrapés par leur passé commun, finirent par se regarder en chiens de faïence. Cependant, cela n'est certainement pas irrémédiable. En tout cas, le président Bouteflika semble croire à un possible dépassement des passions. C'est du moins ce que véhicule son message lu à Sétif à l'occasion de la commémoration des massacres du 8 Mai 1945. «Nous savons bien que nous ne pouvons pas faire porter au peuple français tout entier la responsabilité des malheurs et des souffrances qu'en son nom le colonialisme français nous a imposés» mais «pour

tourner définitivement cette page noire de l'histoire, il faudrait aux deux peuples trouver ensemble la voie originale qui permettrait de surmonter les traumatismes causés au peuple algérien par l'Etat colonial français.» Il apparaît clairement qu'on est plus dans l'exigence de repentance. Bouteflika ne voudrait certainement pas reproduire la même diatribe qu'autrefois, lui qui s'apprête à effectuer une visite d'Etat dans l'Hexagone. C'est pourquoi il travaillerait à dépassionner la relation avec la France. Peut-être fait-il par là et en cela preuve d'habileté diplomatique ? L'avenir nous le dira. Mais avant, il est nécessaire que le président Bouteflika indique cette «voie originale» qu'il suggère aux peuples algérien et français. Serait-ce un «on oublie tout et on avance» qu'il préconise ? Auquel cas, ce serait ni plus ni moins qu'un renoncement au préalable qu'il a lui-même posé pour la refondation de la relation entre l'Algérie et la France, en somme la repentance de la France pour ses crimes coloniaux.

S. A. I.

L'ANP POURSUIT SON OFFENSIVE  
AU MAQUIS D'ALMJOUDH

Un autre terroriste abattu et deux soldats tués

L'étau est en train de se resserrer de plus en plus sur cet important groupe terroriste écumanant le maquis d'Amjoudh (voir notre édition d'hier).

Ainsi, la grande offensive menée depuis plus de deux semaines par les services de sécurité se poursuit encore. Le bilan s'alourdit d'un côté comme de l'autre. Nous avons appris, hier, de source sûre, qu'un autre terroriste a été abattu en fin de soirée de vendredi 8 mai, mais on a déploré, hélas, la mort de deux soldats tués et cinq autres blessés dans ces récurrents accrochages particulièrement violents au lieudit Ighzer Ouguer gour où se trouvait hier le cadavre non encore récupéré de l'islamiste abattu. Une arme d'assaut, une kalachnikov, a été récupérée. D'autres sources, également bien informées, font état de six autres terroristes abattus.

Une information qui n'a pas été vérifiée vu que les militaires trouvent toutes les peines du monde à accéder à l'endroit où se trouveraient les cadavres. C'est dire que les terroristes se sont repliés dans une poche très réduite et sont cernés de partout.

Mais il reste, cependant, très difficile aux éléments de l'ANP d'y progresser en raison des innombrables mines et autres bombes enfouies dans les sentiers du maquis.

En tout état de cause, c'est un climat de guerre qui sévit en ce moment dans ce vaste territoire. Les tirs nourris se font entendre dans tous les villages avoisinants. Les islamistes sont lourdement armés et reposent par des tirs de FMPK et même des lance-roquettes.

Le mouvement des troupes militaires demeure impressionnant pour assurer la relève, chose qui laisse entendre que cette opération d'envergure risque de prendre beaucoup de temps surtout que celle-ci est, dit-on, directement supervisée depuis le quartier général de la première région militaire.

Ainsi, on parle de cinq terroristes mis hors d'état de nuire, en attendant le bilan exhaustif de cette action qui ne sera connu, bien entendu, qu'après la fin de ce ratisage.

C'est dire que pour l'heure, c'est le silence-radio qui est observé par les militaires au sujet de cette opération. On croit savoir que l'ANP détiendrait d'importants renseignements livrés par un terroriste capturé et que cette fois-ci, le nettoyage de cette base arrière de l'EX-GSPC est imminent. Nous y reviendrons.

Amayas Idir